

La réactivation d'un traumatisme de guerre : Paris confiné.

Régine Robin

On était déconfiné depuis à peine un mois que déjà on était submergé par une avalanche de textes de toute nature depuis des journaux de confinement, jusqu'à des descriptions de la campagne ou d'une ville déserte. Certains allaient plus loin et voulaient à chaud faire l'analyse de la pandémie, estimer l'ampleur de la crise économique et sociale à venir. Brochures, plaquettes, articles dans des revues ou en ligne, à croire qu'on avait passé son temps confiné à écrire. Dans le journal en ligne AOC un penseur nous a fait remarquer que certains organismes cherchaient à mémorialiser l'événement. Il n'avait pas encore été pleinement vécu qu'il fallait le transformer en « mémoire collective ». D'autres nous donnaient des conseils de lecture. *La Peste* de Camus, *Le Hussard sur le toit* de Giono, *Voyage autour de ma chambre* de Xavier de Maistre ou dans une autre direction *Une chambre à soi* de Virginia Woolf ou *La poétique de l'espace* de Bachelard. Mais il fallait avoir les livres chez soi car les librairies ont été considérées comme des commerces « non essentiels » On faisait avec ce qu'on avait. D'autres encore se rêvaient devenir le Sartre du déconfinement, le grand écrivain des temps nouveaux, de la sortie de la maladie comme on était sorti autrefois de la guerre. On était sollicité pour esquisser « le monde d'après ». Serait-il la reprise du monde d'avant, le même en pire ou terrain d'expérimentation, d'utopie?

Je n'ai pas l'intention de me joindre à ce savant aréopage. Je suis de la vieille école qui pense qu'il faut un certain recul pour analyser l'événement. Quant aux journaux intimes au jour le jour, mon modeste capital symbolique exige que je les garde pour moi.

Ce dont je voudrais faire état est d'un tout autre ordre, d'un vécu que je n'ai pu partager avec personne (sans doute en raison de mon « grand âge ») et que je n'ai lu nulle part malgré le torrent de textes qui a déferlé. Cela a à voir avec la guerre, non pas la guerre en général mais la Seconde Guerre mondiale, celle qui va de 1939 à 1945, véritable cauchemar de mon enfance.

Dès que le Premier ministre eut annoncé le 16 mars que le lendemain à midi il y aurait un confinement général qui s'étendrait à toute la France et ce, jusqu'à nouvel ordre, une grande effervescence se fit jour dans mon quartier, dans ma rue mitoyenne de la gare Montparnasse. Au bout de dix minutes, un quart d'heure, une demi-heure, ce fut une ruée désordonnée, chaotique, vers la gare, vers les quais, vers les trains. Ruée sans doute parallèle, mais hors de ma vue, des automobiles vers le périphérique et cohue vers les autres gares parisiennes. Sur les quais ce fut apocalyptique. C'était à qui passerait avant les autres

avec ses enfants, écrasant tout sur son passage. On entendait des cris, de la bousculade. On s'entassait. Je restais interdite devant la gare, à son entrée, vers les quais. Je voulais voir et comprendre ce qui se passait. Les gens partaient avec précipitation vers la Bretagne, vers La Rochelle, vers Bordeaux. Il s'agissait de fuir Paris le plus vite possible pour ne pas être rattrapé par le confinement du lendemain. Une angoisse terrible me saisit. Moi, je n'avais nulle part où aller, j'allais regagner mon deux pièces collé sur la gare, je restais à Paris. Ce n'est que plus tard que je saisis l'ampleur de cette angoisse qui ne m'a pas quittée durant près de trois mois. D'où venait-elle? Pourquoi ne me quittait-elle pas?

D'abord cette scène, que je viens de rappeler, cette fuite éperdue. Mais c'était l'Exode de 1940 qui avait jeté sur les routes de France des milliers et des milliers de Parisiens fuyant l'arrivée des Allemands. Bien entendu, le coronavirus n'est pas la Wehrmacht et l'exode auquel j'avais assisté n'avait rien à voir avec ce peuple parfois en loques trainant charriots et voitures d'enfants. C'était au contraire un exode plutôt de riches, de tous ceux qui avaient des résidences secondaires, qui allaient rejoindre des maisons familiales, sans doute là où ils allaient passer une partie de leurs vacances en temps ordinaires. Un exode de ceux qui allaient se confiner chez des amis dans des maisons avec de grands jardins. Ils nous « bassinaient » par la suite, lors d'émissions de radio leur donnant la parole, avec ces journées décontractées dans des jardins pleins de dahlias, de roses et de chants d'oiseaux. Un exode de privilégiés qui allaient faire du télétravail loin de Paris. Rien à voir donc, mais c'est bien à cela qu'on mesure la réactivation d'un traumatisme. Paris s'était vidé. C'était une ville morte. Je pensais à la rue de Rivoli de l'Occupation avec ses oriflammes à croix gammée. Pas de ces drapeaux Avenue du Maine, mais pas une voiture, pas un piéton ou très peu comme on le verra plus loin, un silence de mort.

Marc Bloch dans *L'Étrange Défaite* s'était posé la question de cette soudaine catastrophe qui s'était abattue sur la France en 1940, comment un pays aussi puissant, une armée aussi nombreuse et bien équipée avait plié si facilement devant l'ennemi. On pouvait se demander comment la 6^e puissance du monde, celle qui se glorifiait d'avoir un des systèmes de santé les plus performants, comment cet État avait pu se trouver aussi démuni devant l'arrivée de ce virus.

Le même jour et le jour suivant, une armée de clients inquiets faisaient la queue à l'entrée d'une grande surface près de chez moi. Ils en ressortaient avec des caddies pleins à craquer de nombreux litres d'huile, des kilos de sucre, de farine, de riz, des piles de savon de Marseille et des rouleaux de papiers de toilette. Les caddies débordaient de partout. Je regardais la scène avec perplexité, mais le lendemain, quand j'ai voulu moi-même faire des courses, je me rendis compte que je ne pouvais trouver sur les étagères ni savons ni spaghettis ni riz ni farine ni huile. On allait être réapprovisionner, me dit-on. Il suffisait d'attendre. Comment ne pas évoquer les queues de la période de l'Occupation, les paniques

La réactivation d'un traumatisme de guerre :

Paris confiné

Régine Robin

quand il fallait faire des provisions à tout prix et trouver de l'huile au marché noir alors qu'on n'obtenait que des rutabagas et des topinambours.

Il y a eu, par ce confinement, la nécessité de se terroriser, de se cacher, de ne pas sortir. Plus exactement, on ne pouvait sortir qu'avec un formulaire, « une attestation de déplacement dérogatoire ». On avait le droit à une heure de sortie à condition de cocher la case sur le formulaire justifiant cette dernière : aller faire ses courses, promener son chien, aller chez le médecin ou le pharmacien, aller assister une personne âgée ou demandant des soins ou un ravitaillement, ou aller prendre l'air durant une heure non loin de son domicile. Il fallait donc une autorisation pour sortir. À tout moment, un agent de police pouvait vous arrêter dans la rue et vous demander ce que vous faisiez, contrôlant votre formulaire et vérifiant l'heure de votre sortie qui devait figurer sur le papier. Être en infraction coûtait 135 euros. Les jardins étaient interdits de même que les plages ou les sentiers de montagne. L'État envoya des drones pour vérifier que quelques obstinés ne se cachaient pas dans des criques ou dans des forêts de montagne. Être confinée, se terroriser et avoir besoin d'une attestation, durant la guerre cela s'appelait un *Ausweis*, un laisser-passer...

Puis vint la menace de la discrimination. Quand le Président de la République annonça que le début du déconfinement commencerait le 11 mai, il ajouta que les personnes âgées et fragiles devraient, elles, rester confinées. Les autres pourraient sortir mais nous les vieux, ceux qui avaient plus de soixante-cinq ans, resterions enfermés dans nos appartements. La moutarde me monta au nez. Il fallait que je convertisse mon angoisse puis ma colère, ma rage en action. Je commençais par une tribune pour le journal *Libération* : « La révolte des vieux » était son titre. Il y avait un passage qui accrocha le regard de la responsable du journal :

« Ce qu'aucun ne prend en compte, ni les hommes politiques, ni les journalistes, ni les experts et grands professeurs de médecine (sauf exception) c'est la portée psychique de ce projet de mise à l'écart d'une partie de la population, de cette discrimination qu'aucun état d'urgence sanitaire ne saurait faire accepter. J'ai le sentiment de porter à nouveau l'étoile jaune mais au lieu d'y voir marqué Juif serait inscrit : Vieux. Je vois très bien un policier me demandant mes papiers et me disant que je n'ai pas le droit de me trouver dans l'espace public... »

Parallèlement à cette tribune acceptée par *Libération* (à condition que je fasse disparaître ce passage sur l'étoile jaune), avec deux amis nous nous lançons dans une pétition : *Manifeste de 121 vieux et vieilles réfractaires*, lequel affirme que nous n'accepterons pas de rester discriminés et que nous sortirons le 11 mai, manifeste qui voit affluer très vite plus de mille signatures et que le journal en ligne *Mediapart* publie. En voici le texte. Il est très bref.

La réactivation d'un traumatisme de guerre :

Paris confiné

Régine Robin

« Le président de la République a annoncé que le déconfinement, prévu le 11 mai, serait progressif. D'abord les enfants, afin que leurs parents puissent aller travailler. Plus tard – jusqu'à quand, on n'en sait rien – les "vieux". Condamnés au confinement sans date? Comme les lépreux des temps anciens?

À quel âge commence cette catégorie? (Brigitte Macron en fera-t-elle partie?) Mais on comprend : les vieux, ce sont les retraités, les improductifs. Ceux-là devraient se résigner, même bien portants, à déprimer chez eux. Et s'ils ne sont pas en bonne santé, à attendre... la mort chez eux, ou en EHPAD, histoire de ne pas encombrer les hôpitaux. Et les "vieux" qui travaillent encore grâce au recul de l'âge de la retraite, qui complètent leur misérable pension pour avoir de quoi survivre, qui aident financièrement ou pratiquement leurs enfants adultes ou qui animent par centaines de milliers les associations, dernier tissu vivant de notre société?

Ayant décidé un confinement dans des conditions quasi inhumaines, faute de masques, de tests, de gel, de gants et de lits d'hôpitaux équipés de respirateurs, qui auraient suffi à maîtriser la pandémie annoncée, ce gouvernement entend faire porter la responsabilité de son incompétence criminelle sur la société et, quand celle-ci n'en peut plus (de même que l'économie productiviste, règle d'or de la gouvernance Macron et d'autres avant), sur les "vieux", maillon le plus faible – ainsi pensent-ils, ces gens-là. Sans doute parce qu'ils savent qu'il n'y aura toujours pas suffisamment de masques, tests et gants pour tout le monde.

Ont-ils réfléchi à ce que cela signifie sur le plan éthique, un "tri" auquel se refusent pour la plupart médecins et personnels soignants qui sauvent le plus de vies possible dans des conditions extrêmes? L'humanité serait-elle arrivée au bout du processus de civilisation pour se livrer à l'"âgisme", le racisme "anti-vieux" et, pourquoi pas, au génocide (soft) des anciens? Allons-nous commencer la "société d'après" par cette mesure liberticide et de toute évidence anticonstitutionnelle?

Si Emmanuel Macron confirme que, malgré le déconfinement annoncé pour le 11 mai, les "aînés" devront rester confinés, nous, soussigné.e.s réfractaires, déclarons que le 11 mai, nous aussi, nous sortirons. Et, comme le chantait Boris Vian, "prévenez les gendarmes que nous n'aurons pas d'armes et qu'ils pourront tirer..." »

La veille du jour où ma tribune allait être publiée dans *Libération*, Emmanuel Macron fit une déclaration selon laquelle il n'y aura pas de discrimination par l'âge. Nous avions gagné avant de commencer et ma tribune resta inédite. Mais nous avions eu chaud et cette idée de rester enfermée alors que les autres pouvaient sortir m'a glacé le sang et là

encore a réactivé des souvenirs, des images, des situations, des angoisses, celles que j'avais éprouvées quand les autres enfants pouvaient aller voir le guignol des Buttes-Chaumont alors que moi je devais rester cachée.

Durant le confinement on entendait à la radio des journalistes faisant état de lettres de dénonciation reçues par les commissariats. C'étaient des citoyens zélés qui s'inquiétaient de voir une petite vieille sortir plusieurs fois de chez elle. Peut-être remplissait-elle à chaque fois son attestation, peut-être pas. De tout façon elle n'avait pas à sortir sans arrêt. On prévenait donc le commissariat de la chose. Vieille habitude de la France profonde. Sport national! Pendant la guerre les commissariats voyaient affluer des tonnes de lettres de dénonciation et il fallait du personnel supplémentaire pour les dépouiller toutes. « Monsieur le Commissaire, je voudrais porter à votre connaissance qu'au troisième étage de mon immeuble se cache une famille juive sous de faux papiers. Je pense que ce renseignement pourrait vous être utile... » Dénonciation mortifère. Elle pouvait mener à la mort.

L'expérience de déshumanisation. Devant la peur, la terreur suscitée par ce virus, on assista à une déshumanisation complète de nos mœurs. Cela se manifesta essentiellement dans les maisons de retraite, les EHPAD, où les vieillards mouraient comme des mouches. Il fut interdit à leurs familles d'assister les mourants, de les voir morts et leurs obsèques furent expéditives. Ces vieux mouraient seuls, sans assistance, sans un regard, sans le secours de leurs proches. Par hygiénisme, avec les meilleures intentions, pour ne pas donner prise à la propagation de l'épidémie, on accepta ce degré de barbarie. J'ai toujours pensé que le vernis civilisationnel qui nous recouvre était fragile. J'ai passé la fin de mon enfance et mon adolescence à être sur mes gardes. Cette camarade de classe, m'aurait-elle protégée pendant la guerre, telle autre m'aurait-elle dénoncée? Ce vernis civilisationnel est bien précaire. Au plus fort de la pandémie, il céda. Un soir à la télévision, on vit un médecin psychiatre disant qu'il venait de perdre sa mère dans une maison de retraite. À l'approche de sa mort il fit jouer sa notoriété et obtint un passe-droit. Il put ainsi assister à ses derniers moments et pouvait mesurer l'importance décisive de ce dernier colloque singulier entre une mère et son fils. Ce pourquoi, solennellement, il venait dire à la télévision qu'il fallait changer d'attitude et autoriser, en prenant les précautions qui s'imposaient, la dernière visite des proches. Il y eut même des bruits selon lesquels on était obligé de faire des tris et qu'on n'envoyait pas tous les malades des EHPAD à l'hôpital en réanimation, qu'il fallait les laisser mourir. Bien sûr, ce n'était jamais dit en ces termes mais cette brutalisation des mœurs m'affecta tout particulièrement. Je ne pense pas qu'une société puisse s'en remettre facilement en l'occultant. Se souvenir qu'au début de l'épidémie, on entendait tous les soirs sur les chaînes d'informations continues que je regardais à haute dose : « ce n'est pas si grave, il n'y a que les "vieux" qui meurent ». Se rendant compte que ces propos étaient mal venus ils ont modifié leurs énoncés : « malheureusement les vieux meurent », disaient-ils sans conviction, mais le mal était fait.

Puis il y eut l'établissement d'une sorte de ligne de démarcation. D'un côté, la zone verte, de l'autre, la zone rouge. Presque toute la France était en vert, là où le virus ne circulait plus qu'à bas bruit. Cette France de l'ouest allait récupérer ses parcs et jardins et ses restaurants et cafés bientôt réouverts. Dans la zone rouge : le grand Est, la région parisienne, la Guyane et Mayotte, c'était autre chose. L'épidémie était bien là, parcs et jardins restaient fermés, de même que les cafés et les restaurants. Certes, on pouvait circuler d'une zone à l'autre mais nombre d'habitants de la zone verte voyaient d'un mauvais œil quelqu'un arriver de la zone rouge. On allait leur apporter la maladie. Ils auraient bien voulu y voir établie une véritable frontière. D'ailleurs au moment de l'exode du début, des parisiens arrivés massivement à l'île de Ré ont eu la surprise de voir leurs pneus crevés. Le Paris-bashing commençait. Il n'a pas cessé depuis. Ramené au rang de Mayotte et de la Guyane, Paris n'était plus la capitale de la France mais une zone infectée (Paris et l'ensemble de la région parisienne) qu'il fallait avoir à l'œil et fuir de toute façon. Mieux valait vivre à Vierzou ou à Châteauroux ou encore à Cholet. C'était la revanche des petites villes, des villes moyennes, loin d'une mégapole infectée qui n'avait plus rien à voir avec l'antique « Ville Lumières ».

Le dernier élément que je voudrais mentionner, c'est le climat général anxigène et mortifère qui me rappela l'Occupation, me le rappela sensuellement, émotivement, car sur le coup je ne savais pas ce qui se jouait en moi.

Climat anxigène : c'était tous les jours des professeurs de médecine, des experts, épidémiologistes, réanimateurs, c'était le Directeur général de la Santé annonçant tous les jours le nombre des morts, parlant de la maladie, les médecins n'étant pas d'accord entre eux mais nous mettant toujours en garde. On ne voyait pas beaucoup tous ces médecins, ces infirmiers et infirmières, ces aides-soignants qui se dévouaient jour et nuit et qu'on applaudissait tous les soirs à vingt heures, mais tous les autres, grands spécialistes qui semaient la désolation. Rien ne m'obligeait à regarder tous les soirs ces chaînes d'informations continues de six heures du soir à minuit, entièrement consacrées à l'épidémie. J'étais fascinée même si elles me plongeaient dans une grande détresse. Peut-être qu'elles permettaient de vaincre le silence tombé sur une ville morte, sur le manque d'horizon, le défaut d'âme d'une vie réduite par l'hygiénisme généralisé à la vie biologique. De son côté, le Premier ministre jouait les pères fouettards du type : « si vous n'êtes pas sages, je vous remets dans la cage », un peu comme au guignol. C'était une infantilisation permanente. Dans des phrases hypermodalisées, il maniait superbement la rhétorique de la carotte et du bâton. De toute façon, la France était sous cloche et la démocratie aussi. Par un état d'urgence sanitaire que le Parlement avait voté sans coup férir, c'est une vraie dictature qui s'abattit sur nous, un article 16 de la constitution sans le dire qui suspend les libertés fondamentales et donne tout pouvoir à l'exécutif. On nous disait que, bien sûr, c'était temporaire, une nécessité due à la pandémie, que cela n'aurait qu'un temps mais que ce temps pouvait durer. Il pouvait s'étendre jusqu'en juillet et même être prolongé et

qu'au-delà, même au retour des libertés fondamentales, certains éléments de l'état d'urgence pourraient demeurer actifs. On n'allait recouvrer qu'une semi-liberté. Un peu comme durant la période des attentats, quand après un premier état d'urgence dû au terrorisme, au moment de son extinction, une partie de ses dispositifs entra dans le droit commun. On vivrait dans un état de semi exception qui se loverait dans l'état de droit.

Je fus étonnée et atterrée de la façon dont la population acceptait tout, absolument tout, comme elle avait accepté le régime de Vichy. Je sais disant cela que je me tiens sur une ligne de crête un peu fragile. On pouvait dire que les Français acceptaient tout par civisme : rester chez soi, ne sortir qu'avec son attestation, se laver les mains souvent ou user de gel hydro alcoolique, se tenir à distance (la fameuse distanciation sociale) d'au moins un mètre, mettre un masque (quand de peine et de misère on a pu en obtenir). On pouvait dire cela. Encore aurait-il fallu discuter de ces ordres, de leur bien-fondé sans asséner des arguments d'autorité. Je ne l'ai pas décodé ainsi. Bien entendu, j'ai pensé comme les spécialistes et les autorités qu'il n'y avait pas d'autre solution que le confinement généralisé, qu'en absence de masques, de tests, de réactifs, de médicaments élémentaires pour la fièvre et les douleurs, que dans le délabrement de notre système de santé et l'impéritie dans laquelle avait été gérés nos hôpitaux, dans le cadre d'une France réduite à être devenue un pays sous-développé alors qu'elle croyait avoir un des systèmes de santé les plus performants, que dans ce cadre-là, on ne pouvait que transformer la France en immense lazaret, et avoir recours aux solutions médiévales éprouvées. Mais il y a confinement et confinement. L'Allemagne n'a pas fermé ses librairies, a maintenu ouverts ses parcs et jardins, n'a pas exigé une autorisation de sortie. On aurait pu s'y prendre autrement. Si bien que l'acceptation silencieuse des Français fut pour moi gage de soumission et non pas de civisme comme on l'a prétendu.

Ce qui me fait penser que j'ai raison, ce sont les sondages. Plus le Premier ministre se faisait méprisant, autoritaire, plus il nous infantilisait, plus les Français le trouvaient bon et rassurant. Il dépassait en popularité le Président de la République. Les Français voulaient un homme fort, ils pensaient l'avoir. Le pays des droits de l'homme, de la révolution, vire facilement vers le bonapartisme.

Cette soumission me faisait du mal. Jusqu'où pouvait-elle aller?

Je lis dans le dictionnaire de la psychanalyse de Laplanche et Pontalis à l'article trauma, traumatisme la définition suivante : « événement de la vie du sujet qui se définit par son intensité, l'incapacité où se trouve le sujet d'y répondre adéquatement, le bouleversement et les effets pathogènes durables qu'il provoque dans l'organisation psychique ».

Dire que l'ensemble de la guerre fut cet événement, mais plus précisément un soir où nous avons dû tout quitter pour nous réfugier dans un appartement, dans un terrain vague

avec des couvertures au sol. Il ne fallait pas allumer de lumière, pas parler, pas éternuer, faire les morts jusqu'au matin. Je pleurais car je n'avais pas eu le temps d'emporter mon ours en peluche que je trainais partout, surtout quand il fallait descendre à la cave après le déclenchement de la sirène, mais là encore il avait fallu pleurer silencieusement, sangloter et se moucher sans faire de bruit. Au matin, quand nous sommes revenus, il y avait les scellés sur la porte de l'appartement. Nous n'avions plus de chez nous. Ce sont ces scènes, la peur, l'immense terreur, le climat mortifère et anxiogène que l'atmosphère du confinement a fait ressurgir. Je ne pensais pas, à plus de quatre-vingts ans, avoir à revivre ça. Mais tu n'y es pas, me disaient mes amis, quand, au téléphone, je leur confiais mes sentiments. Tu as à ta disposition le téléphone, l'Internet, la télévision, des films à foison, tu n'es pas isolée tu peux appeler à droite et à gauche, personne ne te veut du mal. Tu es simplement comme tout le monde, confinée, victime d'une épidémie, d'un virus pour lequel nous n'avons pour le moment ni vaccin ni médicament. Ce raisonnement glissait sur moi. Ces amis n'avaient pas mon âge, pas la même histoire, pas le même passé, pas la même enfance. La guerre pour eux, c'était très loin. Ils se disaient que j'étais une « victime psychique » du confinement, une parmi bien d'autres, que je relevais de la « santé mentale ». J'allais aller mieux dès qu'on pourrait retrouver une vie semi-normale. Oui, je savais. Je n'avais pas oublié l'immense joie de la Libération et du 8 mai 1945. La vie normale reprise par la suite, mes parents à nouveau unis, l'école, la lecture, les camarades de classe, le bonheur quotidien. Mais nous avons été ravagés par la guerre, nous étions des survivants. Il restait bien des traces des années mortifères que nous avons traversées. Reste à évaluer les traces laissées par l'épisode du confinement même et surtout quand on n'en parlera plus et qu'on n'y pensera plus.